



Conseil de sécurité

Distr. générale
18 avril 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 18 avril 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint soumis par le Burkina Faso en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



**Annexe à la lettre datée du 18 avril 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant
la lutte antiterroriste**

[Original : français]

**Lettre datée du 16 avril 2002, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
du Burkina Faso auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, le rapport du Burkina Faso concernant la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001).

Vous voudrez bien publier cette note et sa pièce jointe comme document du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Michel **Kafando**

Pièce jointe

**Lettre datée du 12 avril 2002, adressée au Représentant permanent
du Burkina Faso auprès de l'Organisation des Nations Unies par le
Ministre des affaires étrangères du Burkina Faso**

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 15 mars 2002 relative à l'objet ci-dessus mentionné et de vous transmettre ci-joint, à l'intention du Comité, le rapport du Burkina Faso en application de la résolution 1373 (2001).

(Signé) Youssouf **Ouédraogo**

Rapport du Burkina Faso sur la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le terrorisme

Introduction

La paix et la sécurité internationales ont toujours été au centre de la politique étrangère du Burkina Faso. Ces deux facteurs sont considérés comme des conditions *sine qua non* de l'établissement du dialogue entre les nations et entre les peuples pour instaurer la confiance et la stabilité politique en vue d'entreprendre des oeuvres de développement.

Aussi, le Gouvernement a-t-il toujours condamné la violence dans les relations internationales.

Concernant particulièrement le terrorisme, le Burkina Faso l'a toujours condamné avec fermeté et sans réserve dans tous les forums où la question a été à l'ordre du jour.

I. Prises de positions politiques et diplomatiques

Après les attentats du 11 septembre 2001, le Burkina Faso par la voix de son président a condamné sans équivoque ces actes barbares, devant la cent sixième session de l'Union interparlementaire qui se tenait à Ouagadougou, en ces termes :

« Je tiens à redire ma totale condamnation du terrorisme. Rien, absolument rien ne justifie les actes d'une inacceptable atrocité, dont le peuple américain et les citoyens du monde ont été les victimes. »

Dans le message à l'occasion de la fête nationale le 11 décembre, le chef de l'État a encore réaffirmé la condamnation du terrorisme et l'engagement du Burkina Faso dans la lutte contre le fléau : « Nous réaffirmons notre condamnation ferme des actes terroristes d'où qu'ils viennent et quelles que soient leurs motivations. Les données géographiques mondiales actuelles nées de ces événements devraient désormais instruire le comportement des États, en ce qu'il se révèle de plus en plus qu'aucune nation, fut-elle la plus nantie du monde, ne peut vivre repliée sur elle-même ».

Dans son allocution devant la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères a déclaré ce qui suit :

« Le Burkina Faso est convaincu que pour que la lutte contre le terrorisme soit efficace, elle doit s'inscrire dans le cadre d'une coalition mondiale, cohérente et solide, reposant sur l'Organisation des Nations Unies, en même temps qu'elle prend en considération les réalités et les contraintes auxquelles la dynamique des relations internationales est confrontée.

La lutte, par-delà les actions militaires, doit intégrer les mesures politiques et diplomatiques les plus appropriées, en vue du traitement effectif des conflits et des problèmes politiques régionaux, la réduction des injustices et des inégalités criardes qui, par les frustrations qu'ils engendrent font le lit de tous les extrémismes et alimentent la violence et la haine.

Autant la mobilisation antiterroriste doit être totale, autant nous devons veiller à la définition préalable d'objectifs clairs et de méthodes appropriées pour leur mise en oeuvre. S'il est vrai que les terroristes sont nos ennemis, il demeure tout aussi vrai que notre manière de les combattre ne doit pas leur procurer des alliés. » À ce sujet, le Président Compaore a déclaré : "les réponses aux événements du 11 septembre, telles qu'il nous est donné de les observer risquent, si on n'y prend garde, de déboucher sur un scénario catastrophe pour l'humanité, avec un enchevêtrement de conflits :

- Conflits entre le monde judéo-chrétien et le monde musulman;
- Conflits entre l'Occident et l'Orient;
- Conflits entre le Nord riche et le Sud pauvre.

Il est donc impératif pour les dirigeants de notre époque, de s'attaquer courageusement aux injustices et aux inégalités qui alimentent la violence et la haine." »

Dans son message à la réunion spéciale des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique sur le terrorisme, le Ministre des affaires étrangères a déclaré :

« la lutte contre le terrorisme doit être totale et globale. Elle ne devra être ni sélective, ni partielle, ni sectorielle, ni partisane,

Il y va de la pérennisation de la civilisation humaine universelle. »

Trois mois après les attentats perpétrés aux États-Unis, le Burkina a commémoré ces tristes événements le mardi 11 décembre 2001, conformément à l'initiative mondiale dirigée par les États-Unis.

Les cérémonies ont débuté par une minute de silence à 13 h 46 locales – GMT, correspondant à l'heure à laquelle les attentats-suicide ont commencé. Elles se sont poursuivies dans le même esprit de recueillement par l'exécution du Ditung (hymne national) sur les ondes (radio et télévision) de toutes les chaînes publiques et privées du Burkina Faso.

II. Mesures d'ordre sécuritaire

Le Gouvernement a pris des mesures supplémentaires pour empêcher l'utilisation éventuelle du territoire national à des fins terroristes. Il s'agit de la surveillance et du contrôle de certains milieux aussi bien de nationaux que de ressortissants étrangers.

Un système de filtrage des passagers embarquant ou débarquant à partir des plates-formes aéroportuaires et ferroviaires a été institué.

La délivrance des visas d'entrée et de séjour au Burkina est désormais soumise à de nouvelles conditions dont une demande préalable adressée au Ministre en charge de la sécurité qui donne un avis après enquête et vérifications des services techniques.

La délivrance de visas connaît des restrictions en ce qui concerne certaines nationalités.

Concernant la lutte contre les mouvements et groupes terroristes, des dispositions ont été prises en vue de renforcer la capacité opérationnelle des structures de contrôle aux frontières et dont les missions consistent à contrôler scrupuleusement les entrées et les sorties de toutes personnes en déplacement, à détecter et à lutter contre toutes formes de trafic, à empêcher tout mouvement suspect, à contrôler les documents et titres de voyage et à neutraliser toute tentative de les utiliser frauduleusement.

Les listes des membres présumés du réseau Al-Qaida communiquées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ont été ventilées aux différents postes de police frontières et dans tous les services de sécurité pour des dispositions à prendre en vue de leur éventuelle identification. Des mesures d'interdiction de séjour au Burkina ont été prises à leur endroit.

Les services de renseignement ont été renforcés en moyens humains afin de les rendre plus opérationnels.

Concernant les armes à feu, leur acquisition et leur détention sont régies par une nouvelle réglementation plus rigoureuse et leur circulation fait l'objet d'un contrôle très strict.

Il a été créé une Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères (CNLPAL) dont les missions sont, entre autres, d'identifier des stratégies efficaces de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères, la collecte, la centralisation et l'exploitation de tout renseignement et information relatifs à la fabrication et au commerce des armes légères.

Dans le même sens, le Gouvernement a créé la Haute autorité de contrôle de l'importation des armes et leur utilisation dont la mission est de contrôler toute importation d'armes sur le territoire burkinabè.

Le phénomène du terrorisme international étant étroitement lié à la criminalité transnationale organisée, la drogue illicite, le Gouvernement a créé un Comité national de lutte contre la drogue dont les missions essentielles consistent à appliquer et à animer la politique définie par le Gouvernement en matière de lutte contre les stupéfiants; à veiller à l'application des traités internationaux auxquels le Burkina Faso est partie en matière de stupéfiants; à centraliser tous les renseignements et dossiers communiqués par les organismes ou services nationaux et internationaux spécialisés en la matière; à coordonner les mesures prises par les différents départements ministériels en matière de stupéfiants; à étudier toutes les questions nationales et internationales relatives à la culture, à la production, au commerce licite ou illicite, à la répression du trafic illicite des stupéfiants.

Concernant les échanges d'informations opérationnelles, les services de sécurité burkinabè entretiennent une coopération exemplaire avec les services des autres pays, aussi bien dans le cadre de l'OIPC – Interpol – que dans celui des accords bilatéraux et multilatéraux auxquels le Burkina est partie. Il s'agit notamment :

- La Convention de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), relative à l'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Dakar (Sénégal) le 29 juillet 1992;

- La Convention d’assistance et de coopération en matière de sécurité entre les États membres du Conseil de l’entente, signée à Kara (Togo) le 15 février 1996;
- La Convention de coopération d’entraide en matière de justice entre les États membres du Conseil de l’entente, signée à Yamoussokro (Côte d’Ivoire) le 20 février 1997.

III. Les mesures d’ordre juridique

Sur le plan juridique, outre les conventions ci-dessus citées déjà ratifiées, le Burkina a ratifié les Conventions suivantes :

- La Convention de l’Organisation de l’unité africaine (OUA) sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, signée à Alger le 14 juillet 1999;
- La Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963;
- La Convention pour la répression de la capture illicite d’aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970;
- La Convention pour la répression d’actes illicites dirigés contre la sécurité de l’aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971;
- Le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l’aviation civile internationale, signée à Montréal le 24 février 1988;
- La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles I, II et III.

Le Gouvernement a déjà demandé à l’Assemblée nationale qui tient actuellement sa session, l’autorisation de ratifier les Conventions ci-dessous citées :

- La Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d’une protection internationale, y compris les agents diplomatiques;
- La Convention internationale contre la prise d’otages;
- La Convention sur la protection physique des matières nucléaires;
- La Convention pour la répression d’actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime;
- Le Protocole pour la répression d’actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental;
- La Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection;
- La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l’explosif;
- La Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

IV. Mesures d'ordre pénal

L'article 532 du Code pénal du Burkina dispose qu'est puni d'un emprisonnement de cinq à 10 ans, quiconque se trouvant à bord d'un aéronef en vol, d'un navire ou de tout autre moyen de transport collectif, s'empare ou tente de s'emparer de cet aéronef, de ce navire ou de ce moyen de transport par violence, menace de violence ou en exerce le contrôle.

L'article 533 énonce qu'est puni d'un emprisonnement de cinq à 10 ans, quiconque :

- Détruit un aéronef en service ou non en service dans un aéroport servant à l'aviation civile ou cause à un tel aéronef, des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité au vol;
- Place ou fait placer, par quelque moyen que ce soit, sur un aéronef en service ou qui ne l'est pas, sur un aéronef un dispositif ou des substances propres à détruire ledit aéronef ou à lui causer des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol;
- Détruit ou endommage des installations ou services de navigation aérienne d'un aéroport ou en perturbe le fonctionnement, si l'un de ces actes est de nature à compromettre la sécurité d'aéronefs en service ou de l'aviation civile.

Les mêmes peines sont applicables lorsque les faits ci-dessus énoncés concernent les navires ou tous autres moyens de transport collectif.

L'article 534 précise que s'il résulte des faits prévus à l'article 532 et 533 des blessures ou maladies, la peine est un emprisonnement de 10 à 20 ans.

L'article 535 définit l'aéronef en vol et l'aéronef en service.

« Un aéronef est considéré comme étant en vol depuis le moment où, l'embarquement étant terminé, toutes les portes extérieures ont été fermées jusqu'au moment où l'une de ces portes est ouverte en vue du débarquement; en cas d'atterrissage forcé, le vol est censé se poursuivre jusqu'à un délai de 24 heures suivant tout atterrissage; la période de service s'étend en tout état de cause à la totalité du temps pendant lequel l'aéronef se trouve en vol au sens de l'alinéa précédent. »

L'on peut constater que le terrorisme aérien est puni par des peines criminelles. La peine de mort est même prévue lorsque cette infraction occasionne la mort d'homme.

V. Observations

Au regard de ce qui précède, la volonté du Gouvernement de lutter contre le terrorisme sur le territoire national et de s'associer à la communauté internationale pour éradiquer le fléau, ne fait aucun doute. Cependant, force est de reconnaître que compte tenu des faibles moyens économiques dont dispose notre pays, le Gouvernement doit faire face à plusieurs difficultés dont les plus importantes sont :

- L'insuffisance d'infrastructures adéquates pour lutter contre ce phénomène d'une grande complexité;

- Le manque de formation appropriée des services et agents commis à cette tâche;
- Le faible niveau scientifique et technologique du matériel existant.

Conclusion

Le Burkina Faso est résolument engagé à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes.

Il est prêt à participer à toute initiative bilatérale ou multilatérale qui s'inscrirait dans les idéaux de la Charte de l'OUA, de l'OCI ou des Nations Unies.